Agence Française de Lutte contre le Dopage : 23 janvier 2014

Résumé de la décision relative à M. Grégory BARTEAU :

« A l'issue de l'épreuve de cyclisme dite du « Critérium des remparts », M. Grégory BARTEAU, titulaire d'une licence délivrée par la Fédération française de cyclisme, a été soumis à un contrôle antidopage effectué le 27 juillet 2011 à Saint-Lô (Manche). Selon un rapport établi le 2 septembre 2011 par le Département des analyses de l'Agence française de lutte contre le dopage (AFLD), les analyses effectuées ont fait ressortir la présence d'érythropoïétine recombinante.

Les instances disciplinaires compétentes en matière de dopage de la Fédération française de cyclisme n'ayant pas statué dans les délais qui leur étaient impartis par les dispositions de l'article L.232-21 du code du sport, l'AFLD a été saisie d'office sur le fondement des dispositions du 2° de l'article L.232-22 du code du sport.

Par une décision du 31 mai 2012, l'AFLD a prononcé à l'encontre de M. BARTEAU la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises.

A la suite d'une requête introduite par l'intéressé, le Conseil d'Etat statuant au contentieux, par une décision n°361.970 du 27 novembre 2013, a annulé ladite décision, au motif que le délai de quinze jours de convocation à la séance au cours de laquelle son dossier avait été examiné par le collège, prévu à l'article R.232-92 du code du sport, n'avait pas été respecté.

En conséquence, M. BARTEAU a été à nouveau convoqué devant la formation disciplinaire du Collège de l'Agence.

Par une décision du 23 janvier 2014, l'AFLD a prononcé à l'encontre de M. BARTEAU la sanction de l'interdiction de participer pendant deux ans aux compétitions et manifestations sportives organisées ou autorisées par les fédérations sportives françaises.

L'Agence faisant application de l'article L.232-3-2 du code du sport, il est demandé à la Fédération française de cyclisme d'annuler les résultats individuels obtenus par l'intéressé le 27 juillet 2011, lors de l'épreuve de cyclisme dite du « Critérium des remparts », avec toutes les conséquences en découlant, y compris le retrait de médailles, points et prix.

La décision prendra effet à compter de la date de sa notification à l'intéressé. »

N.B. la décision a été notifiée par lettre recommandée au sportif le 20 février 2014, ce dernier étant réputé en avoir accusé réception le **21 février 2014**.

Déduction faite de la période déjà purgée par l'intéressé, d'une part, entre le 14 septembre 2011, date de réception par ses soins de la décision de suspension provisoire, à titre conservatoire, dont il a fait l'objet et le 16 novembre 2011n date d'expiration du délai de dix semaines imparti à l'organe disciplinaire de première instance de lutte contre le dopage de la Fédération française de cyclisme pour statuer et, d'autre part, entre le 16 juin 2012, date de réception par le sportif de la décision de sanction prononcée initialement par l'Agence, et la date à laquelle il a reçu notification de la décision du Conseil d'Etat annulant la décision de l'AFLD, M. BARTEAU était suspendu jusqu'au **8 mars 2014 inclus**.